



Rassemblement de solidarité à Genève avec les syndicalistes et enseignant·e·s d'Iran

A l'occasion de la Conférence internationale du travail de l'OIT (Organisation internationale du travail), les organisations syndicales signataires appellent à un rassemblement devant le siège des Nations Unies à Genève, le vendredi 7 juin 2024.

Elles entendent ainsi dénoncer la nouvelle campagne de répression entreprise par les autorités de la République islamique d'Iran, et notamment :

- le nombre effrayant d'exécutions capitales, dont plus de soixante rien que pendant les deux dernières semaines du mois avril.
- la poursuite de la répression de femmes refusant de porter le voile,

Nous protestons également contre la venue annoncée à la Conférence internationale du travail de personnes désignées par le régime pour représenter les salarié.es.

La République islamique d'Iran a refusé de ratifier de nombreux textes fondamentaux de l'OIT, dont ceux concernant la liberté de constituer des syndicats, la protection du droit syndical et la négociation collective (Conventions 87 et 98 de l'OIT).

Rien ne justifie néanmoins que l'Iran agisse en contradiction avec ces normes. En effet, la Déclaration de 1998, « *oblige les Etats Membres à respecter et à promouvoir* » ces dispositions, « *qu'ils aient ou non ratifié les conventions correspondantes* »

Et cela d'autant plus que l'Iran siège officiellement dans certaines instances de l'OIT.

L'Iran est par ailleurs signataire de deux traités internationaux protégeant notamment le droit de constituer des syndicats, de s'y affilier et de rencontrer des syndicalistes d'autres pays :

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP/ICCPR), article 22 ;
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC/ICESCR), article 8.

Le régime réprime néanmoins des dizaines de personnes agissant dans le cadre de ces deux textes signés par l'État iranien.

Nous organisons un rassemblement :

Vendredi 7 juin 2024, à partir de 12 h à Genève devant le Palais des Nations - "La Chaise"-

- **contre la répression généralisée du régime iranien,**
- **pour soutenir les personnes arrêtées, dont notamment les syndicalistes et les enseignant·e·s,**
- **pour exiger leur libération immédiate.**

Confédération française démocratique du travail (CFDT) - France,

Confédération générale du travail (CGT) - France,

Fédération syndicale unitaire (FSU) - France,

Union syndicale Solidaires - France,

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) - France,

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) – Suisse,

Syndicat SSP enseignement Genève – Suisse.



Solidarity gathering in Geneva with trade unionists and teachers in Iran

On the occasion of the International Labour Conference of the ILO (International Labour Organization), the undersigned labour organisations call for a gathering in front of ILO head office in Geneva, on Friday 7th June 2024.

Our organisations hereby denounce firmly against the recent brutal and widespread repression undertaken by the authorities of the Islamic Republic of Iran, and in particular:

- The terrifying and shocking number of capital punishments, including more than sixty during the last two weeks of April alone.
- The ceaseless repression of women refusing to wear the veil,

We are also protesting against the announced participating at the International Labour Conference of people designated by the regime to represent employees.

The Islamic Republic of Iran has refused to ratify several fundamental conventions of the ILO, including those concerning the freedom of association, the protection of union rights and collective negotiation (ILO Conventions 87 and 98). However, nothing justifies the behaviour of the Iranian government to violate the basics norms. Indeed, the 1998 Declaration “obligates Member States to respect and promote” these norms, “*whether or not they have ratified the corresponding conventions*”. And all the more so since all these violations are taking place while the government of Iran is part of the Governing Body of the International labour Office.

Iran is also a signatory to two other international treaties which in particular protect the right of association, of unionising, and of contacting and meeting the trade-unions of the other countries:

- International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), article 22; and
- International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), article 8.

The Iranian regime represses, nevertheless, dozens of workers and teachers for the only "crimes" of exercising their basic rights protected by the above treaties signed by Iranian government itself.

We call a gathering for :

**Friday 7th June, 2024, from 12 p.m. in Geneva
in front of the Palais des Nations - "La Chaise" –**

- **Against the widespread repression by the Iranian regime,**
- **To support detainees, including in particular trade unionists and teachers,**
- **To demand their immediate release.**

Confédération française démocratique du travail (CFDT) - France,
Confédération générale du travail (CGT) - France,
Fédération syndicale unitaire (FSU) - France,
Union syndicale Solidaires - France,
Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) – France,
Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) – Suisse,
Syndicat SSP enseignement Genève – Suisse.



فراخوان یک گردهمایی برای همبستگی با سندیکالیست ها و معلمان در ایران

به مناسبت کنفرانس بین المللی کار (سازمان جهانی کار)، تشکلات سندیکایی امضا کننده این فراخوان، همه را به شرکت در یک تظاهرات ایستاده در روز جمعه ۷ ژوئن ۲۰۲۴ در مقابل مقر سازمان ملل متحد در ژنو فرا می خواند.

بدین وسیله این سازمان ها اقدامات سرکوبگرانه اخیر مقامات جمهوری اسلامی ایران را محکوم می کنند، عمدتاً:

- رقم هولناک مجازات اعدام، بیش از شصت اعدام فقط طی دو هفته آخر ماه آوریل.
- تداوم سرکوب زنان به خاطر عدم رعایت حجاب.

ما هم چنین به حضور افراد هیأت نمایندگی کارگران برای شرکت در کنفرانس بین المللی کار معترض هستیم، هیأتی که اعضایش توسط حکومت انتخاب می شوند.

جمهوری اسلامی ایران از تصویب بسیاری از متون اساسی سازمان جهانی کار، از جمله متون مربوط به آزادی تشکیل اتحادیه های کارگری، حمایت از حقوق سندیکایی و مذاکرات جمعی (کنوانسیون های ۸۷ و ۹۸) خودداری کرده است.

به هر حال، این دولت رسماً عضو این سازمان است، در واقع در اعلامیه سال ۱۹۹۸ آمده است که « هر دولت عضو سازمان ملزم به رعایت مصوبات و ارتقای آن ها است، صرفنظر از این که کنوانسیون مربوطه را امضا کرده باشد و یا نکرده باشد ».

به هیچ وجه قابل قبول نیست که کشوری که رسماً عضو نهاد رهبری سازمان جهانی کار است، دولت اش هر روز مصوبات آن را زیر پا بگذارد و خلاف استانداردها و تصمیمات این نهاد عمل می کند.

از سوی دیگر ایران دو میثاق بین المللی حافظ عمدتاً حق تشکیل اتحادیه های کارگری، پیوستن به اتحادیه ها و ملاقات با اتحادیه های کارگری کشورهای دیگر را امضا کرده است:

- میثاق بین المللی حقوق مدنی و سیاسی (ICCPR) ماده ۲۲؛
- میثاق بین المللی حقوق اقتصادی، اجتماعی و فرهنگی (PIDESC/ICESCR) ، ماده ۸.

با وجود این، دولت ایران ده ها نفر را که در چارچوب این دو متون امضا شده فعالیت می کنند، سرکوب می کند ما تظاهرات ایستاده ای ترتیب می دهیم برای:

جمعه ۷ ژوئن ۲۰۲۴ از ساعت ۱۲ صبح در مقابل کاخ ملل در ژنو

- علیه سرکوب همگانی توسط رژیم ایران،
- برای حمایت از زنان و مردان زندانی در ایران، از جمله سندیکالیست های و معلمان،
- و برای آزادی فوری آن ها.

کنفدراسیون دموکراتیک فرانسوی کار (CFDT) - فرانسه

کنفدراسیون عمومی کار (CGT) - فرانسه

فدراسیون اتحادیه های کارگری (FSU) - فرانسه

اتحادیه کارگری همبستگی (Solidaires) - فرانسه

اتحاد ملی اتحادیه های کارگری مستقل (UNSA) - فرانسه

سندیکای ژنو CGAS - سوئیس

سندیکای معلمان SSP - سوئیس

Message des travailleurs iraniens emprisonnés Réza Shahabi et Davoud Razavi aux représentant.es des organisations syndicales mondiales à la 112^{ème} conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT)

Cher.es collègues et ami.es

Nous vous adressons nos salutations, en espérant la victoire des travailleurs/euses de tous les pays du monde.

Nous n'avions pas pensé qu'il serait nécessaire de vous écrire à nouveau au sujet de la répression du mouvement syndical en Iran, ainsi que sur la violation des Conventions internationales concernant la liberté d'association, les conventions collectives, le droit au travail et à la vie, ainsi que la sécurité au travail.

Nous n'avions pas pensé qu'il serait nécessaire de rappeler à nouveau que nous, et de nombreux autres travailleurs/euses, avons été licencié.es, harcelé.es et emprisonné.es parce que nous croyions à l'activité syndicale et à l'organisation indépendante du monde du travail.

Nous regrettons d'être obligés d'écrire à nouveau sur le harcèlement, les poursuites judiciaires, les emprisonnements de longue durée, qui nous sont imposés, ainsi que sur nos revendications légitimes.

En ce qui concerne la violation des droits fondamentaux des travailleurs/euses d'Iran, la répression des organisations syndicales indépendantes, ainsi que le travail des enfants, certaines organisations syndicales indépendantes d'Iran et du reste du monde ont produit pendant les années passées de nombreux rapports. Elles les ont été adressées aux autorités de l'Organisation internationale du travail, et ont même déposé des plaintes.

Malgré tout ces efforts, l'inaction de l'OIT nous étonne, et nous posons les questions suivantes :

Pourquoi l'OIT n'a-t-elle pas pris à ce jour des mesures tangibles et efficaces, afin que l'Iran respecte les Conventions fondamentales de l'OIT, alors que tous les membres de l'OIT sont tenus de « respecter, promouvoir et mettre en œuvre » ces Conventions ?

Pourquoi l'OIT continue-t-elle d'accepter comme « représentants des travailleurs » des personnes qui ne sont pas choisies par les salarié.es, mais désigné.es par le pouvoir en place? Et cela d'autant plus que l'Etat iranien siège officiellement dans certaines instances de l'OIT.

Nous nous souvenons qu'à la suite des arrestations massives de travailleurs/euses à la veille de la Journée internationale du travail de 2022, une pétition signée par plus de 5 500 personnes avait été adressée à la 110^{ème} Conférence annuel du Travail. Cette pétition avait vu le jour à l'initiative du Conseil de coordination des organisations syndicales des enseignant.es d'Iran. Elle était notamment soutenue par le Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED).

Cette pétition demandait que les délégations syndicales participant à la conférence condamnent le gouvernement iranien pour la violation croissante des droits des travailleurs/euses, et en particulier :

- le droit de constituer des associations indépendantes du pouvoir,
- le droit à la liberté d'expression et de réunion.

Mais nous ne nous souvenons pas d'avoir reçu une quelconque réponse de l'Organisation internationale du Travail.

En 2005, la Fédération internationale des travailleurs/euses des transports (ITF), dont notre syndicat Vahed est membre, a déposé une plainte contre le gouvernement de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation internationale du travail. Cette plainte concernait la répression et l'arrestation de militants du Syndicat des travailleurs/euses de la Compagnie des bus de Téhéran, et notamment l'attaque organisée contre notre syndicat. Ce dossier est toujours ouvert, et sa taille s'épaissit chaque année de nouvelles plaintes.

Mais l'OIT s'est contentée de répondre aux soit disant « représentants des travailleurs » désignés par le gouvernement iranien au sein de cette organisation. En conséquence, aucune mesure pratique et efficace n'a été prise depuis près de deux décennies.

Depuis 2004, nous, les membres du Syndicat VAHED, avons été harcelés par notre employeur, le gouvernement iranien, les agents du ministère du Renseignement et le pouvoir judiciaire. Nous avons été arrêtés, emprisonnés et licenciés à plusieurs reprises pour avoir créé une organisation syndicale et avoir eu une activité syndicale indépendante se situant dans le cadre des conventions et normes internationales du travail.

Durant cette période, des centaines de membres du syndicat ont été arrêtés et battus, des dizaines de personnes ont été licenciées ou suspendues, et leurs domiciles ont été perquisitionnés. Trois membres du Syndicat Vahed, emprisonnés au centre de détention d'Evin, ont été sans interruption la cible de cette politique anti-ouvrière, et condamnés à de longues peines de prison. Malgré de graves maladies physiques, les responsables de la prison et les agents du ministère du Renseignement nous ont empêché de bénéficier de congé maladie pour nous soigner.

- Réza Shahabi, membre du Conseil d'administration du Syndicat des travailleurs/euses des autobus de Téhéran et sa banlieue (VAHED) a été arrêté le 22 mai 2022 en raison de la poursuite de ses activités syndicales, ainsi que pour avoir rencontré deux syndicalistes français de Force Ouvrière (FO), Cécile Kohler et Jacques Paris.

Réza Shahabi a été maintenu à l'isolement et interrogé pendant plus de quatre mois dans les sections 209 et 241 de la prison d'Evin. Il a été ensuite condamné à 6 ans de prison, 2 ans d'interdiction de résidence dans la région de Téhéran, 2 ans d'interdiction de quitter le pays, et 2 ans d'interdiction d'activités syndicales. Ce jugement a été confirmé en appel, et Réza Shahabi purge en ce moment sa peine de prison.

- Davoud Razavi, membre du Conseil d'administration du Syndicat des travailleurs/euses des autobus de Téhéran et sa banlieue (VAHED), a été arrêté le 5 octobre 2022 pour avoir poursuivi ses activités syndicales et avoir également rencontré Cécile Kohler et Jacques Paris. Il a été détenu à l'isolement et soumis à un interrogatoire intense pendant quatre mois. Le tribunal de première instance l'a condamné à 5 ans d'emprisonnement et à deux ans d'interdiction d'activités syndicales, ce qui a été confirmé en appel. Il purge actuellement sa peine de prison.

- Hassan Saïdi, membre du Syndicat des travailleurs/euses des autobus de Téhéran et sa banlieue (VAHED), a été également arrêté en raison de la poursuite de ses activités syndicales, ainsi que sa rencontre avec Cécile Kohler et Jacques Paris. A la suite de la descente nocturne des agents de sécurité du 28 mai 2022, il a passé quatre mois en cellule d'isolement et sous interrogatoires. Saïdi a été condamné à 6 ans de prison, 2 ans d'exil, 2 ans d'interdiction d'activités syndicales et 2 ans d'interdiction de quitter le pays. Ce verdict a été confirmé en appel. Cependant, ces derniers jours, sa peine de prison a été réduite par la Cour suprême à trois ans, six mois et un jour concernant l'accusation de rassemblement et de collusion, et à sept mois concernant l'accusation de prosélytisme contre le régime.

Durant cette période, des centaines de militant.es des mouvements syndicaux, enseignant-e-s, étudiant.es et femmes ont été licencié.es, arrêté.es et emprisonné.es, uniquement pour leurs activités syndicales et civiles, ainsi que pour la défense de leurs droits et de ceux de leurs collègues. Les quelques rares organisations indépendantes de travailleurs/euses et d'enseignant.es, dont celles de VAHED et de l'enseignement, qui ont pu voir le jour malgré la répression, sont soumises à une pression permanente. Elles sont en permanence dans la ligne de mire des forces de sécurité. Elles sont dans l'impossibilité d'avoir une activité ouverte et libre. Des dizaines de travailleurs/euses, d'enseignant-e-s, d'étudiant-e-s, de défenseurs/euses des droits des enfants et des femmes, sont actuellement emprisonné.es. Parmi elles et eux : Reyhané Ansarinejad, Anisha Asdalahi, Sarvanaz Ahmadi, Sharif Mohammadi, Nassrin Javadi, Nahid Khodajou, Zainab Hamrang, Osman. Ismaili, Rasool Bodaghi, Mehran Raouf, Keyvan Mohtadi, Kamiar Fakur, Cecile Kohler, Jacques Paris et bien d'autres.

Les agents du régime appartenant au «Centre suprême des conseils islamiques du travail» et autres institutions fantoches aux ordres du régime et des employeurs, contrôlent et sabotent le mouvement syndical. Pour tenter de réduire au silence l'expression des revendications fondamentales, ils disposent de moyens financiers et logistiques considérables ainsi que du soutien du ministère du travail et des forces de

sécurité.

Alors que d'innombrables travailleurs/euses et enseignant-e-s sont comme nous en prison ou persécuté.es, ces mêmes agents du régime en place participent à la conférence de l'OIT en tant que représentant.es du monde du travail, ce qui ne peut être que très regrettable.

Nous soulignons, par conséquent que nous, les travailleurs/euses d'Iran, ne sommes représentés par personne au sein de cette conférence :

- ni par de soit disantes délégations syndicales provenant d'Iran,
- ni par des personnes ou organisations prétendant représenter les travailleurs/euses iraniens à l'étranger. Nous ne nous reconnaissons pas en elles, de quelque manière que ce soit.

Nous sommes conscients que chaque année, en même temps que se tient la conférence de l'OIT, les organisations syndicales internationales et les partisans de la classe ouvrière iranienne à l'étranger organisent des rassemblements de protestation pour soutenir les travailleurs/euses emprisonnés et les luttes ouvrières en Iran.

Nous les apprécions sincèrement et leur exprimons notre reconnaissance, ainsi qu'à toutes les organisations et personnes soutenant le mouvement syndical iranien.

Cette année, grâce au soutien de syndicats de France, de Suisse, du Danemark, de Suède, de Grande-Bretagne et diverses organisations syndicales internationales, nous constatons un soutien plus large du monde du travail

Nous espérons également que le dossier des plaintes liées à la répression des organisations syndicales indépendantes et des militants iraniens sera traité avec plus de sérieux et d'urgence, et que des résultats en faveur des salarié.es d'Iran seront obtenus.

Enfin, depuis la prison d'Evin, nous voudrions exprimer notre solidarité avec les travailleurs/euses et peuples opprimés d'Iran et du monde. Et surtout, qu'avec le reste de la classe ouvrière du monde, nous appelons à un cessez-le-feu immédiat en Palestine.

Il faut mettre fin à la guerre criminelle du gouvernement israélien contre le peuple palestinien et aux politiques guerrières menées dans la région par les puissances mondiales et régionales.

Il faut parvenir à l'établissement d'une paix durable au Moyen-Orient et dans le monde, fondée sur les intérêts du plus grand nombre et les valeurs humaines universelles.

La solidarité internationale, la lutte unie des véritables organisations syndicales et des différents peuples, épris de liberté et de justice, sont les principales garantes de l'établissement de la paix et de la justice dans la région et dans le monde.

Renforcer ces organisations et mouvements est une tâche incontournable pour nous tous, en tant que mouvement syndical international.

Avec tous nos remerciements et salutations,

Réza Shahabi et Davoud Razavi

Membres du conseil d'administration du Syndicat des travailleurs/euses des autobus de Téhéran et sa banlieue (VAHED)

Prison d'Evin, Téhéran, Iran Le 27 mai 2024

<https://www.instagram.com/vahedsyndica>

<https://twitter.com/VahedSyndicate>

https://t.me/vahedsyndica_vsyndica@gmail.com

An open letter by the imprisoned workers, Reza Shahabi and Davood Razavi, to the representatives of workers' organizations at the 112th session of the International Labour Conference

[Vahed Syndica](#) May 27, 2024



Greetings to our dear colleagues and friends, and a wish for the victory of workers all over the world.

We were wondering whether it was still necessary to write again about the suppression of the labour movement and the violation of international conventions on freedom of association, collective agreements, the right to live and work, and workers' health and safety in Iran. We were questioning whether it was still necessary to repeat that we and many other workers were fired, harassed, persecuted and sentenced to long and cruel imprisonments on fabricated charges, only because we had demanded our basic rights and were involved in establishing autonomous workers' organizations. Simultaneously, we deeply feel rueful that we are forced to write again about the harassment, prosecution, and long and cruel imprisonment imposed on us.

It has always been a solemn observation for us that despite numerous and reliable reports over many years by the few independent labour organizations in Iran, including our union, the Syndicate of Workers Tehran and Suburbs Bus Company, and the umbrella organization of teachers, the Coordinating Council of Iranian Teachers' Trade Associations, as well as by labour unions and federations at the international level, to the ILO in relation to the violation of the basic rights of workers and the suppression of independent labour organizations and the increasing number of child laborers in Iran, why ILO has so far not taken tangible and effective measures even in the framework of the Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work? The very fundamental principles and rights that "all members have an obligation, arising from the very fact of membership in the Organization, to respect, to promote and to realize". Why does ILO continue to invite bogus representatives of the government under the guise of representatives of Iranian workers to the annual labour conferences and in many cases they even elect them to be members of its governing bodies and labour committees?!

We recollect that following the mass arrests on and about International Workers' Day in 2022, a petition signed by more than 5,500 people was organized by the Coordinating council of Iranian Teachers' Trade Associations, which was also supported by the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company. The petition was submitted to the 110th session of the International Labour Conference. The petition called for the condemnation of the Iranian government's violation of the rights of workers and teachers, especially the violation of the right to organize and freedom of association, as well as the violation of the right to free speech and assembly. However, we do not recall any responses from ILO to that petition which was created during a very difficult situation in Iran.

In 2005, the International Transport Workers Federation (ITF), which our union is affiliated to, filed a complaint against the government of the Islamic Republic of Iran to the ILO, concerning the organized attack by the government on our union and violent arrests of our members. Despite the fact that this case has been open since then and new violations have been added to the case, ILO seems to have occupied itself with the Iranian government's evasive responses and false claims. As a result, after nearly two decades, no significant and concrete actions have been taken by the ILO in this regard.

Since we established our trade union, within the framework of international labour standards in 2005, we have been targeted by the employer, the government, and the agents of the Intelligence and Judiciary. During this time, hundreds of our union members were beaten, arrested, their homes were raided by security forces, and dozens were fired, suspended or imprisoned.

The three imprisoned members of the Syndicate in Evin Prison have been the target of this anti-worker policy without interruption and have been sentenced to long prison terms, and despite severe physical illnesses, the prison's authorities, in cooperation with the Ministry of Intelligence officials, deny them even a medical furlough.

Reza Shahabi, a member of the board of directors of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company, was arrested following a raid on May 12, 2022, for his trade union activities, as well as meeting with two members of the General Confederation of Labor - Workers' Force (FO), Cecile Kohler and her partner Jacques Paris. He was detained in solitary confinement and interrogated for more than four months in the 209 and 241 sections of the Evin Prison. He was sentenced to 6 years in prison, 2 years of exile, 2 years of a ban on leaving the country and 2 years of ban from trade union activities. The sentence was upheld by the Appeal Court, and he is serving his term in Evin Prison.

Davood Razavi, a member of the board of directors of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company, was arrested on September 27, 2022, for his trade union activities, as well as meeting with FO members, Cecile Kohler and Jacques Paris. He was detained for four months in solitary confinement under intense interrogation. The first trial court sentenced Razavi to 5 years of imprisonment and two years of ban from trade union activities. The sentence was confirmed in the Appeals Court, and he is serving his term in Evin prison.

Hassan Saeidi, a member of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company, was arrested on May 18, 2022, following a night raid by security agents on his residence. He spent four months in solitary confinement and under interrogation. Saeidi was sentenced by the initial court to 6 years in prison, 2 years of exile, 2 years of ban from trade union activities and 2 years of ban from leaving the country for his continuation of trade union activities and meeting with two French trade unionists, Cecile Kohler and Jacques Paris. The sentence was confirmed by the Appeal Court. Saeidi is currently serving his term in Evin prison. However, the Supreme Court has recently reduced his sentences to three years, six months and one day for the charge of assembly and collusion, and seven months for the charge of propaganda against the government.

In the same period, hundreds of other workers, teachers, students and women's movement activists have been fired, arrested and imprisoned merely for exercising their rights or defending the rights of their colleagues. The few independent labour and teachers' organizations, including our union, which were formed despite suppressive actions by the government, are under constant pressure and surveillance by the security and intelligence forces; therefore, the possibility of open and free activities has been denied to them. Dozens of workers, teachers, students and defenders of children's and women's rights are currently imprisoned in various prisons in the country, some of them who are known to us are: Rayhaneh Ansarinejad, Anisha Asadollahi, Sarvenaz Ahmadi, Sharifeh Mohammadi, Nasrin Javadi, Nahid Khodajoo, Zeinab Hamrang, Osman Esmaili, Rasoul Bodaghi, Mehran Raoof, Keyvan Mohtadi, Kamyar Fakoor, Cecile Kohler and Jacques Paris, and many others.

Yet we see that the agents of the government under the titles such as "High Center of Islamic Labour Councils" and other titles, which are all affiliated to the government and employers, and receive all the financial and logistical facilities and the support from the intelligence forces, the Ministry of Labour and employers, are freely active throughout the country, controlling and restraining the labour movement in order to silence the fundamental demands

of workers across the country. The very same government agents - while many workers and teachers like us are in prison or under persecution, participate in the annual meetings of the ILO as representatives of Iranian workers, which is very unfortunate. Therefore, we emphasize that workers of Iran do not have any representatives at the International Labour Conference, either under the designation of the government's so-called "Workers' Delegates" to the ILO or any person or organization that might claim to represent Iranian labour abroad, and we do not recognize them in any way.

We are aware that every year during the International Labour Conference, international labour organizations and supporters of the Iranian working class abroad hold protest rallies in support of the imprisoned workers and labour struggles in Iran. We sincerely appreciate their solidarity and the contributions by all other allies who are supporting the Iranian labour movement. We hope this year, particularly with the proclaimed support from the trade unions in France, Switzerland, Denmark, Sweden, England and other international labour organizations, we will see wider and more impactful outcomes. We also hope that the grievances related to the suppression of independent labour organizations and activists in Iran will be pursued with more seriousness and urgency and that favourable results will be achieved in support of Iranian workers.

In the end, we would like to express our solidarity with the oppressed workers and people of Iran and the world from inside Evin prison, and especially say that we also join the working class of the world in calling for an immediate ceasefire and an end to the criminal war of the Israeli government against the Palestinian People. We call for an immediate end to warmongering policies in the region by global and regional powers and stand for a lasting peace throughout the Middle East and worldwide, based on the interests of the people of the world and universal human values. The global solidarity and united struggle of workers' organizations and freedom-loving and justice-seeking people is the main guarantor of establishing peace and justice in the region and around the world. Strengthening these organizations and movements is an indelible task for all of us.

With many thanks, and in solidarity.

Reza Shahabi and Davood Razavi,

Member of the Board of Directors of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company

Evin prison, Tehran, Iran

May 27, 2024

Published by the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company

My 27, 2024

Link to the original letter in Farsi:

<https://bit.ly/3UWotI6>

<https://www.instagram.com/vahedsyndica>

<https://twitter.com/VahedSyndicate>

<https://t.me/vahedsyndica>

vsyndica@gmail.com

[@Vahed_Syndica](#)

[Report content on this page](#)

نامه‌ی سرگشاده‌ی کارگران زندانی، رضا شهابی و داود رضوی، به نمایندگان تشکلات کارگری جهان در صد و دوازدهمین کنفرانس سازمان بین‌المللی کار

May 27, 2024

[Vahed Syndica](#)



درود بر همکاران و دوستان گرامی و به امید پیروزی کارگران در تمام کشورهای جهان.

فکر نمی‌کردیم نیازی باشد باز هم در مورد سرکوب جنبش کارگری و نقض مقاوله‌نامه‌های بین‌المللی در مورد آزادی تشکلات، پیمان‌های دسته‌جمعی، حق کار و زندگی و ایمنی کار در ایران بنویسیم. گمان نمی‌کردیم که نیاز به این یادآوری مجدد وجود دارد که ما و بسیاری از دیگر کارگران، اخراج و اذیت و آزار و زندانی شده‌ایم، چرا که به فعالیت کارگری و تشکلات مستقل کارگری باورمند بوده‌ایم. در عین حال متأسفیم که به اجبار باز هم در مورد اذیت و آزار، پرونده‌سازی و حبس‌های طولانی و ظالمانه که بر ما تحمیل شده می‌نویسیم و انتظارات برحق خود را طرح می‌کنیم.

برای ما این ملاحظه جدی همواره مطرح بوده است که با وجود گزارشات متعدد و موثق طی سالیان طولانی توسط معدود تشکلات کارگری مستقل ایران، از جمله سندیکای ما، سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه، و تشکلات سراسری معلمان، شورای هماهنگی تشکلات صنفی فرهنگیان ایران، و همچنین توسط اتحادیه‌ها و

فدراسیونهای کارگری در سطح بین‌المللی به سازمان جهانی کار در رابطه با نقض حقوق اولیه کارگران و سرکوب تشکل‌های مستقل کارگری و افزایش روزافزون تعداد کودکان کار در ایران، چرا سازمان جهانی کار تاکنون اقدامات محسوس و مؤثری حتی در چهارچوب مفاوله‌نامه‌های بنیادین سازمان بین‌المللی کار که تمامی اعضا موظف به "رعایت، ترویج و تحقق" آنها هستند، صورت نداده است؟ چرا این سازمان همچنان نمایندگان جعلی حکومت را تحت عنوان نمایندگان کارگران ایران به اجلاس سالیانه دعوت می‌کند و در موارد متعددی حتی آنها را به عضویت در هیئت مدیره و کمیته‌های کارگری انتخاب می‌کند؟!

به یاد داریم که بدنبال بازداشت‌های گسترده در آستانه و بدنبال روز جهانی کارگر در سال ۱۴۰۱، به همت شورای هماهنگی تشکل‌های صنفی فرهنگیان ایران، که مورد حمایت سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه نیز قرار گرفته بود، طوماری با امضای بیش از ۵۵۰۰ نفر به صد و دهمین اجلاس جهانی کار ارسال شد. در آن طومار از هیئت‌های کارگری شرکت‌کننده در اجلاس درخواست شده بود که اقدام دولت ایران در نقض فزاینده حقوق کارگران و معلمان و به خصوص نقض حق تشکل‌یابی مستقل و نیز نقض حق آزادی بیان و تجمع را محکوم کنند. اما به یاد نمی‌آوریم که پاسخی به آن طومار که در آن شرایط دشوار جمع‌آوری گردیده بود از جانب سازمان جهانی کار دریافت شده باشد.

فدراسیون بین‌المللی کارگران حمل و نقل ITF، که سندیکای ما عضو آن می‌باشد، در سال ۲۰۰۵ نسبت به سرکوب و بازداشت فعالین سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و هجوم سازمان یافته به سندیکای ما، علیه دولت جمهوری اسلامی ایران به سازمان جهانی کار شکایت کرد، ولی این سازمان، با وجود مفتوح بودن این پرونده و قطور شدن هر ساله آن با شکایت‌های جدید، خود را با پاسخ‌ها و ادعاهای دروغین نمایندگان دولت ایران در آن سازمان مشغول کرده و در نتیجه نزدیک به دو دهه است که اقدام عملی و مؤثری صورت نداده است.

ما اعضای سندیکا، به خاطر ایجاد تشکل مستقل کارگری و فعالیت سندیکایی در چهارچوب مفاوله‌نامه‌ها و استانداردهای بین‌المللی کار از سال ۱۳۸۴ مورد غضب کارفرما، حکومت ایران، عوامل وزارت اطلاعات و قوه قضاییه قرار گرفته‌ایم و بارها بازداشت، زندانی و از کار اخراج شده‌ایم. در طول این مدت صدها عضو سندیکا بازداشت و ضرب و شتم شدند و دهها نفر اخراج و یا تعلیق شدند و ماموران به خانه‌هایشان هجوم برده‌اند. سه عضو زندانی سندیکا در بازداشتگاه اوین، بدون وقفه هدف این سیاست کارگرسنیز بوده و محکوم به زندان‌های طولی‌المدت شده‌ایم و با وجود بیماری‌های شدید جسمانی، مسئولین زندان و عوامل وزارت اطلاعات، حتی از اعطای مرخصی درمانی به ما جلوگیری می‌کنند.

• رضا شهبابی، عضو هیات مدیره سندیکای کارگران شرکت واحد، در تاریخ ۲۲ اردیبهشت ۱۴۰۱ به دلیل تداوم فعالیت سندیکایی و همچنین دیدار با دو تن از اعضای سندیکای نیروی کارگری فرانسه (اف او)، سیسیل کوهلر و همسر وی ژاک پاری، با هجوم ماموران امنیتی در منزلش دستگیر شد. وی بیش از چهار ماه در بازداشتگاه‌های ۲۰۹ و ۲۴۱ اوین در انفرادی و تحت بازجویی نگهداری شد، در دادگاه بدوی به ۶ سال زندان، ۲ سال تبعید، ۲ سال ممنوع‌الخروجی و ۲ سال محرومیت از فعالیت سندیکایی محکوم شد، که عینا در دادگاه تجدیدنظر تایید شد و در حال سپری کردن زندان می‌باشد.

• داود رضوی، عضو هیات مدیره سندیکای کارگران شرکت واحد، در ۵ مهر ۱۴۰۱ به دلیل تداوم فعالیت سندیکایی و همچنین دیدار با فعالین سندیکایی، سیسیل کوهلر و ژاک پاری بازداشت شد و مدت چهار ماه در انفرادی و تحت بازجویی شدید قرار داشت. دادگاه بدوی، رضوی را به ۵ سال حبس تعزیری و دو سال محرومیت از فعالیت سندیکایی محکوم کرد که عینا در دادگاه تجدید نظر تایید شد و او دوران محرومیت خود را در زندان می‌گذراند.

• حسن سعیدی، عضو سندیکای کارگران شرکت واحد، به دلیل تداوم فعالیت سندیکایی و همچنین دیدار با فعالین سندیکایی سیسیل کوهلر و ژاک پاری، بدنبال یورش شبانه ماموران امنیتی در ۲۸ اردیبهشت ۱۴۰۱ بازداشت شد. او مدت چهار ماه را در انفرادی و تحت بازجویی بسر برد. سعیدی در دادگاه بدوی به ۶ سال زندان و ۲ سال تبعید، ۲ سال محرومیت از فعالیت سندیکایی و ۲ سال ممنوع‌الخروجی محکوم شد که در دادگاه تجدیدنظر عینا تایید شد. اما در روزهای اخیر با نقض رای در دیوان عالی کشور حکم زندانش به ترتیب به سه سال و شش ماه و یک روز بابت اتهام اجتماع و تبانی، و هفت ماه بابت اتهام فعالیت تبلیغی علیه نظام، کاهش یافت.

در همین مدت صدها فعال جنبش‌های کارگری، معلمان، دانشجویی و زنان تنها به خاطر فعالیت‌های صنفی و مدنی و دفاع از حقوق خود و همکارانشان اخراج، بازداشت و زندانی شده‌اند. اندک تشکلات مستقل کارگری و معلمی از جمله

سندیکای ما و تشکلات معلمان که با وجود فشار نهادهای سرکوب بوجود آمدند، تحت فشار دائمی و زیر ذره بین نیروهای امنیتی حکومت قرار دارند و امکان فعالیت علنی و آزادانه از آنها سلب شده است. هم اکنون دهها کارگر، معلم، دانشجو و مدافعین حقوق کودکان و زنان در زندانهای کشور در حبس بسر می‌برند که اسامی برخی از آنان عبارتند از: ریحانه انصاری نژاد، انیسا اسدالهی، سروناز احمدی، شریفه محمدی، نسرین جوادی، ناهید خداجو، زینب هم‌رنگ، عثمان اسماعیلی، رسول بدافی، مهران رئوف، کیوان مهتدی، کامیار فکور، سیسیل کوهر، ژاک پاری، و بسیاری دیگر.

با این وجود می‌بینیم که عوامل حکومت تحت عنوان "کانون عالی شوراهای اسلامی کار" و دیگر نهادهای دست‌ساز، که همگی تشکلات وابسته به دولت و کارفرماها هستند، آزادانه و با برخورداری از کلیه امکانات مالی و تدارکاتی و حمایت نیروهای امنیتی و حراست و وزارت کار و کافرماها در حال کنترل و مهار جنبش کارگری و به خاموشی کشاندن مطالبات اساسی و بنیادین کارگران در سراسر کشور هستند. همین عوامل حکومتی در حالیکه بسیاری از کارگران و معلمان همچون ما در زندان و یا تحت تعقیب هستند، در اجلاس سازمان جهانی کار، به عنوان نمایندگان کارگران ایران شرکت می‌کنند که فقط باید گفت جای بسی تاسف است. لذا تاکید می‌کنیم که ما کارگران ایران هیچگونه نماینده‌ای، چه تحت عنوان هیئت‌های کارگری حاکمیت از داخل کشور و یا هر فرد و یا هر تشکلی که ادعای نمایندگی نیروی کار ایران در خارج از کشور را داشته باشد، نداریم و به هیچ عنوان آنها را به رسمیت نمی‌شناسیم.

ما مطلع هستیم که هر ساله هم زمان با برگزاری اجلاس سازمانی جهانی کار، تشکلات کارگری بین‌المللی و حامیان طبقه کارگر ایران در خارج از کشور تجمعاتی اعتراضی در حمایت از کارگران زندانی و مبارزات کارگری در ایران برگزار می‌کنند. ما به نوبه خود صمیمانه قدر دان آنها و کلیه حامیان جنبش کارگری ایران هستیم. امیدواریم امسال نیز، با توجه به حمایت سندیکاهای کارگری فرانسه، سوئیس، دانمارک، سوئد، انگلیس و دیگر تشکلهای کارگری بین‌المللی، شاهد حمایت گسترده‌تر هم طبقه‌ای‌های خود باشیم. همچنین امیدواریم که پرونده شکایات مربوط به سرکوب تشکلات و فعالین مستقل کارگری ایران با جدیت و فوریت بیشتری دنبال گرفته شود و نتایج مطلوبی در حمایت از کارگران ایران حاصل گردد.

در پایان ما بلییم از درون زندان اوین، همبستگی خود را با کارگران و مردم ستم‌دیده ایران و جهان اعلام کنیم و به خصوص بگوییم که ما نیز هم‌صدا با طبقه کارگر جهان، خواهان آتش‌بس فوری و خاتمه جنگ جنایت کارانه‌ی دولت اسرائیل علیه مردم فلسطین، و توقف سیاست‌های جنگ طلبانه در منطقه توسط قدرت‌های جهانی و منطقه‌ای و برقراری صلحی پایدار در سراسر خاورمیانه و جهان بر مبنای منافع عموم مردم و ارزش‌های جهان شمول انسانی هستیم. همبستگی جهانی و مبارزه متحدانه تشکلات واقعی کارگری و دیگر نیروهای مردمی و آزادی‌خواه و عدالت طلب، ضامن اصلی برقراری صلح و عدالت در منطقه و جهان است. تقویت این تشکلات و جنبش‌ها وظیفه فراموش‌نشده‌ی همه ما بعنوان جنبش کارگری بین‌المللی است.

با سپاس و درودهای فراوان،

رضا شهابی و داود رضوی،

از اعضای هیات مدیره سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه

زندان اوین، تهران، ایران

۷ خرداد ۱۴۰۳، برابر با ۲۷ ماه مه ۲۰۲۴

منتشر شده توسط سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه

۷ خرداد ۱۴۰۳

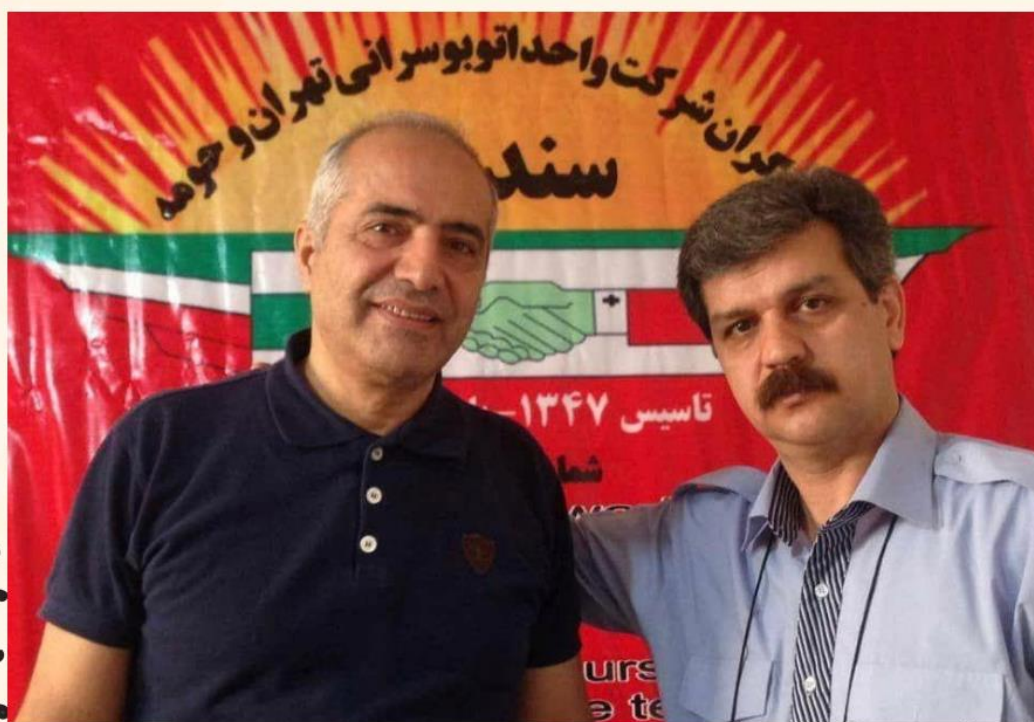
<https://twitter.com/VahedSyndicate>

<https://t.me/vahedsyndica>

vsyndica@gmail.com

[@Vahed_Syndica](https://www.instagram.com/Vahed_Syndica)

نامه‌ی سرگشاده کارگران زندانی، رضا شهابی و داود رضوی،
به نمایندگان تشکلات کارگری جهان
در صد و دوازدهمین کنفرانس سازمان بین‌المللی کار



Report content on this page



Depuis 2011, une lutte est engagée dans les pays arabes et au Moyen-Orient contre les régimes dictatoriaux qui surexploitent et oppriment leurs populations depuis la fin de l'ère coloniale.

En Iran, les travailleurs-euses, les femmes, la jeunesse et les minorités nationales sont en lutte depuis des années, et ce mouvement s'est encore amplifié depuis les deux dernières années.

Le régime des Mollahs cherche à se maintenir en place en réprimant brutalement la contestation et en usant d'interventions hors de ses frontières. Il a participé, avec son allié russe, à noyer dans le sang la révolution populaire en Syrie.

Le rappel de la violence que subit le peuple syrien est un devoir, surtout au moment où le régime Assad cherche à retrouver une place au sein de la communauté internationale.

Depuis 2022 et suite à la mort de Mahsa Amini sous les coups de la police iranienne, les manifestant-es et les militant-es en Iran scandent à la face du monde leur slogan : « Femme, vie, liberté ».

L'immense courage de cette jeunesse et des militant-es, notamment syndicaux-ales, qui combattent le régime iranien, inspire le respect et la solidarité internationale.

Ce slogan est aussi une réponse à l'opération menée par le régime pour tenter d'obtenir un soutien dans l'opinion internationale en attaquant Israël au moment où son gouvernement mène une guerre génocidaire contre le peuple palestinien.

Le régime des Mollahs n'a rien à apporter aux Palestinien·nes sous les bombes. Comme pour les Iranien·nes, il n'a à offrir que l'exploitation, la misère et l'oppression. Pour la seule année 2023, il a exécuté 853 personnes.

Le régime démontre également sa nature rapace comme employeur – l'un des plus importants du pays – en attaquant les conditions de travail et en imposant aux travailleur-euses des rémunérations qui ne permettent pas de vivre.

Le régime soutient un capitalisme auquel ses élites participent activement après avoir accaparé richesses et moyens de production.

Il tente de se donner une fausse image de dialogue social en imposant aux salarié-es des prétendu-es représentant-es qu'il a savamment sélectionnés, comme c'est le cas en ce moment à l'OIT.

Il réprime en réalité toutes personnes qui s'engagent pour défendre ses droits.

En cette journée de mobilisation, le SSP vous assure de son plein soutien pour cette lutte que mènent vos organisations, leurs militantes et militants en Iran et ailleurs dans le monde.

Christian Dandrès, président du SSP

7 Juin 2024

Ce vendredi 7 juin, nombreux sont les camarades à avoir répondu présent à l'appel des différents syndicats signataires, en solidarité avec le mouvement des travailleur.euse.s en Iran.

C'est devant le siège des Nations Unies à Genève (Suisse) qu'un parterre de banderoles, d'affiches et de posters venait recouvrir le sol gris de la place des Nations. On y lisait des slogans de lutte ainsi que des demandes de libération immédiate et inconditionnelle des prisonnier.es politiques en Iran. Les visages des camarades victimes de la répression scintillaient sous le soleil alors que l'Internationale résonnait pour introduire les prises de paroles.

Ainsi s'est diffusé un message unanime, unitaire et rempli d'espoir, par les syndicats français, suisses et suède mais aussi grâce aux camarades iranien.nes vivant désormais dans différents pays européens. Des représentant.e.s d'autres pays, venu.e.s pour la conférence annuelle de l'OIT se sont également arrêté.es pour prendre la parole. De l'Algérie au Sénégal en passant par le Canada, les luttes en Iran trouvent un écho dans toutes les régions du monde où la domination des entreprises capitalistes et des gouvernements autoritaires s'exerce.

Et puis, la chanson Nadidi II du rappeur Toomaj est venue rappeler que ce sont toutes les voix dissonantes et critiques de la société iranienne qui souffrent de ce pouvoir dictatorial, au-delà des travailleur.euse.s. On entendra également au cours de l'après-midi des messages enregistrés depuis l'Iran par des camarades syndicalistes engagé.e.s. C'est leur voix et leur message politique qui ont été exposés ce jour aux oreilles de l'institution censée garantir les droits des travailleur.euse.s du monde.

Or, une nouvelle fois, l'hypocrisie et la complicité des gouvernements mondiaux a permis la présence d'émissaires envoyés par le régime et décrits comme représentants des salarié.es. Mais la supercherie ne trompe personne. Aucun.e n'est dupe. Les véritables représentant.e.s indépendant.e.s des salarié.es en Iran subissent une répression sans précédent depuis des décennies jusque parfois au péril de leur vie.

La République Islamique ne respecte toujours pas les pactes internationaux qu'elle a signés en matière de droits civiques, économiques, politiques ou sociaux. Par ailleurs, elle ne remplit pas non plus ses obligations en tant qu'Etat membre de l'OIT concernant les libertés fondamentales des travailleur.euse.s. Pourtant, le régime a toujours sa place dans ces instances, avec l'aval des puissances occidentales, celles-là mêmes qui continuent à instrumentaliser les luttes et combats depuis l'assassinat de Jîna Mahsa Amini.

Ce 7 juin, les regards étaient également tournés vers Gaza, en soutien au peuple Palestinien, bien loin de l'instrumentalisation dont le régime iranien fait preuve.

Les luttes et les combats sont sans frontières, la solidarité est internationale.

A report by the Organising Committee for 7 June 2024 Protest in Geneva

On 7th June 2024, a protest rally was held in protest to the presence of the Islamic regime's delegation at the ILO conference in front of their office in Geneva. This rally was called by the 'Organising Committee for 7th June Protest in Geneva' and endorsed by 21 workers' trade unions and syndicates in France, Switzerland, Sweden, Denmark, England, Holland, Germany, Italy, Senegal, Nigeria and India.

For nearly two decades, protest rallies had been held by labour activists to raise the voice of the Iranian workers in objection to the presence of the Islamic regime delegation at annual ILO conferences but in the last 2 years, the labour activists decided to call wider audiences, collectives and blocks from Europe for a joint action. This open and consolidated approach met with a lot of enthusiasm and more labour activists, left and socialist collectives and some Iranian workers in exile joined this initiative.

The initial invitation for the protest rally was called by a group of labour activists and defenders of Iranian workers' rights in Switzerland. After this initial call, an open clubhouse meeting was held on 5th May 2024. This consultative meeting agreed the general approach to the protest and a co-ordinating committee was selected and some working groups were formed to organise the rally.

The co-ordinating committee held regular meetings and three working groups, and worked for a month to organise, prepare, and hold the rally. Some activities included: writing the general call for the protest and translating it into different languages, approaching various trade unions and syndicates in European countries to support the protest, translating two letters by 4 organisations from Iran, translating Reza Shahabi and Davoud Razavi's letter and other documents in different languages, preparing a 6-page bulletin in English, sending the invites to many trade unions and syndicates, preparing the list and brief cases of 40 imprisoned workers and teachers, and translating into different European languages, approaching various media outlets to publicise the call for the protest, accepting the requests for interviews by several opposition TV channels and explaining the reasons and objectives for the rally, preparing the banners, posters and all technical equipment needed for the rally, preparing the programme for the day and travelling long distances to attend the rally. All letters and documents were presented via face-to-face meetings and/or by email.

The 7th June rally in Geneva was first and foremost called to protest against the presence of the Islamic regime and its sham agents at the ILO conference and the absence of genuine and independent representatives of Iranian workers, as well as acknowledging the right of Iranian workers to set up their independent trade unions, to have the right to strike and protest and demand job security, and the immediate release of the imprisoned workers and all political prisoners in Iran.

The first letter, addressing the European trade unions, emphasised the ongoing violations of ILO conventions by the Islamic regime and reminded them of their class duty for solidarity with Iranian workers' struggles. This letter was followed up by close meetings with some of those labour organisations and as a result, a range of trade unions and syndicates endorsed this protest rally, objected to the presence of the anti-worker delegation sent by the Islamic regime to ILO conference, declared their solidarity with workers' struggles in Iran and demanded the immediate release of all political prisoners including the imprisoned labour activists and trade unionists.

These unions include:

The Union Syndicale Solidaires – France

The Federation Syndicale Unitaire - FSU - France

The French Democratic Confederation of Labour - CFDT- France

The General Confederation of Labour - CGT - France

The National League of Autonomous Trade Unions - UNSA – France

The Communauté Genevoise D'Action Syndicale – CGAS- Geneva Switzerland

The Swiss Union of Public Service Personnel -SSP- Switzerland

The Swedish Trade Union Confederation- LO- Sweden (consisting of 14 trade unions)

The Swedish Trade Union Platform for Iran

The Public and Commercial Union - PCS- United Kingdom

The FOA Trade Union – Denmark (3rd largest union with 32 local branches)

The National Organisation of Social Education - Denmark

The Danish Nurses' Organisation

The Copenhagen Teachers' Union

The Syndicate of Rhein-Main - Germany

The General Confederation of Labour in Italy - CGIL (at national level)

CGIL – Bologna

Nigerian Congress of Labour

All India United Trade Union Centre – AIUTUC

Centre of Indian Trade Unions – CITU

Democratic Co-ordination of Teachers and Trainers in Senegal – CDEFS

Initially, the syndicates from France and Switzerland endorsed the protest and gradually other unions joined. On the rally day, more trade unions from Nigeria, Senegal and India joined the rally and some delivered short speeches. The 6-page bulletin had been circulated by two labour activists from Geneva at the entrance to ILO conference and this had encouraged some labour representatives to attend the protest and show their solidarity with the rally and its demands.

Four independent labour organisations from Iran - *The Syndicate of Workers of Haft Tappeh Sugarcane Company, United Retiree Group, The coordinating Committee to Help Form Workers' Organisations, Retired Workers of Khuzestan* - issued two joint open letters to support this protest rally in Geneva. Two well-known members of the Board of Directors of the Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company - Reza Shahabi and Davoud Razavi - issued a letter from Evin Prison in support of the protest rally. Ali Nejati, a retired labour activist sent his audio message from Iran which was broadcast. Some parts of all audio and written messages from Iran were read at the rally in English and Farsi. During the 3-hour rally, some Iranian workers and teachers who have

recently left Iran either sent messages or delivered their speeches at the rally which were shortened and interpreted in English.

The rally started with one-minute silence to remember and honour those who had been executed by the Islamic regime in the last 45 years and then the International Anthem was played. Two members of the co-ordinating committee welcomed the audience and briefly explained the reasons for the rally and introduced the programme in Farsi and English. After the initial welcome, the audio speech of Eskandar (Soran) Latifi – a teacher and an ex-member of the Coordinating Council of Iranian Teachers' Trade Associations (CCITTA) was broadcast as he was not able to travel to Geneva. The key parts of his speech were translated in English. Then Shaban Mohammadi, another teacher activist and an ex-member of the CCITTA delivered his speech. Both speakers reiterated the violations of the basic rights that Iranian workers experience on a daily basis and the heavy prices they pay by being sacked, imprisoned, tortured, exiled and in some cases executed by the Islamic regime. The plight of the workers in Kurdistan and Baluchistan was highlighted where a considerable number of the workers who carry goods and fuel on their backs in excruciatingly painful and life-threatening conditions are shot and killed on a regular basis by the Islamic regime's border forces just for working and trying to earn their meagre livelihood. There was a poignant reference to the fact that about 3 million Iranian children work full time and long hours suffering inhumane working and living conditions and for some, their only shelters are the streets.

Afterwards the representatives from some syndicates in France and Switzerland talked which were followed by speeches by two representatives from Swedish trade unions. All of them highlighted their unions' ongoing support for the Iranian Workers' struggles, their objection to imprisonment of workers and their demand for the release of political prisoners in Iran. Then the Danish representative's audio message was broadcast. On the rally day, more trade unions from Nigeria, Senegal and India endorsed the rally and some delivered short speeches. All speeches were shortened, translated or interpreted. Throughout the rally, there were several references to Cecile Kohler and Jacque Paris, two French trade unionists who are detained in Evin Prison in Iran without a trial since May 2022.

After the break, the programme followed by more speeches by those attending the rally. The organisers accommodated all those who had volunteered to talk.

At the rally, the clauses of the final resolution - prepared by the co-ordinating committee – demanding certain requests, were read in English and Farsi. The organisers thanked all the trade unions, syndicates and labour activists who endorsed and/or participated at the rally and all those who contributed to this successful and compelling event.

The experience of organising this protest event with labour activists from all parts of Europe yet again demonstrated that the labour activists can get together far from sectarianism and partisan actions and accentuate the force of collective resolve and action and play a decisive role in attracting the support of the trade unions worldwide. It is noteworthy to highlight that this action in front of ILO by Iranian labour activists is the only opposition protest of its kind at the annual ILO conference with representatives from 187 countries and this key fact once more highlights the significance of the Iranian labour movement which strives to have both national and global impact and promote and foster international solidarity with other labour movements in the world.

The Organising Committee is aware that there were both strengths and weaknesses in organising this event and is planning to organise a public clubhouse meeting in near future to offer an opportunity for an honest and transparent assessment of this action. It will

endeavour to create an encouraging environment for more effective dialogue with wider audiences who wish to become more active in Iranian labour movement and nurture the conditions for more influential collective actions in solidarity with Iranian workers' struggles. The date of this meeting will soon be announced.

Let's remember that solidarity and joint action with the working class is dependent on getting organised and united and creating constructive networks of labour activists.

The Organising Committee of 7th June protest at Geneva

15 June 2024

گزارش تجمع اعتراضی 7 ژوئن در مقابل سازمان جهانی کار

در 7 ژوئن 2024 تجمعی در اعتراض به شرکت نمایندگان جمهوری اسلامی در کنفرانس سازمان جهانی کار در مقابل ساختمان این سازمان در ژنو برگزار شد. این تجمع از سوی "کمیته سراسری برگزاری تجمع اعتراضی 7 ژوئن" فراخوانده شده بود و 21 اتحادیه و سندیکای کارگری از کشورهای فرانسه، سوئیس، سوئد، دانمارک، انگلستان، هلند، آلمان، ایتالیا، سنگال، نیجریه و هندوستان از آن پشتیبانی کردند.

در طول نزدیک به دو دهه، تجمع های اعتراضی توسط فعالین کارگری برای بازتاب صدای کارگران ایران و اعتراض به حضور رژیم اسلامی در کنفرانس های سالانه سازمان جهانی کار، برگزار شده بود. اما در 2 سال گذشته، فعالان کارگری تصمیم گرفتند که افراد، جمع ها و بلوک های بیشتری از سراسر اروپا را به اقدام مشترک فرا بخوانند. این رویکرد باز و جمع گرایانه با استقبال مواجه شد و تعداد بیشتری از فعالین کارگری، برخی از نهاد های چپ و سوسیالیست و کارگران ایرانی در تبعید به این حرکت پیوستند.

فراخوان اولیه برای تدارک برگزاری تجمع اعتراضی امسال، توسط جمعی از فعالان کارگری و مدافعان حقوق کارگران ایران در سوئیس انتشار یافت. پس از آن، جلسه ای عمومی از طریق کلاب هاوس در 5 ماه مه 2024 برگزار شد. این جلسه مشورتی با طرح کلی برای سازماندهی تجمع م- وافقت کرد و همزمان کمیته هماهنگی انتخاب و سپس کارگروه هایی برای سازماندهی تجمع تشکیل شدند.

کمیته برگزار کننده، جلسات منظمی برگزار کرد و سه گروه کاری مختلف به مدت یک ماه برای سازماندهی، تدارک و برگزاری تجمع به فعالیت پرداختند. برخی از فعالیت ها عبارت بودند از: انتشار فراخوان عمومی به زبان های مختلف، درخواست از اتحادیه های کارگری برای پشتیبانی، ترجمه دو نامه سرگشاده از چهار شکل کارگری از ایران، ترجمه نامه رضا شهابی و داود رضوی و سایر اسناد به زبان های مختلف، تهیه بولتن 6 صفحه ای به زبان انگلیسی، تماس با اتحادیه ها و سندیکاهای مختلف اروپایی، تهیه لیست اسامی و خلاصه پرونده ی حدود 40 نفر از فعالین کارگری و معلمان زندانی به زبان های مختلف، تماس با رسانه ها برای اطلاع رسانی در رابطه با برگزاری تجمع، مصاحبه با چندین شبکه تلویزیونی متعلق به اپوزیسیون و توضیح دلایل و اهداف تجمع، تهیه بنرها، پوسترها و وسایل فنی مورد نیاز، تهیه برنامه تجمع و پیمودن مسافت های طولانی جهت حضور در تجمع اعتراضی. (لازم به توضیح است که همه نامه ها و اسناد تهیه شده از طریق تماس حضوری و ایمیل به مسئولین سازمان جهانی کار ارائه شد).

هدف از برگزاری تجمع 7 ژوئن در اساس اعتراض به حضور عوامل جمهوری اسلامی در کنفرانس سازمان جهانی کار و غیاب نمایندگان تشکل های مستقل کارگری از ایران در این کنفرانس و 6yدر همان حال دفاع از حقوق کارگران ایران برای ایجاد تشکل های مستقل کارگری، اعتصاب و اعتراض، بر خورداری از امنیت شغلی و نیز خواست آزادی کارگران و معلمان و همه زندانیان سیاسی بود.

کمیته سراسری برگزاری تجمع اعتراضی 7 ژوئن در ژنو 2024

نامه کمیته برگزارکننده خطاب به اتحادیه های کارگری اروپا، با تاکید بر نقض مداوم مقوله نامه های سازمان جهانی کار توسط رژیم جمهوری اسلامی، از آنان در خواست کرد که به عنوان یک وظیفه طبقاتی، همبستگی خود را با مبارزات کارگران در ایران نشان دهند. بعد از انتشار این نامه، موضوع در تماس نزدیک با برخی از تشکل های کارگری پیگیری شد و در نتیجه تعدادی از اتحادیه ها و سندیکاها با حمایت از این تجمع اعتراضی، به حضور هیئت ضد کارگری اعزامی رژیم اسلامی به کنفرانس سازمان جهانی کار اعتراض کردند، همبستگی خود را با مبارزات کارگری در ایران اعلام داشتند و خواستار آزادی فوری و بدون قید و شرط تمامی زندانیان سیاسی از جمله فعالان کارگری زندانی و نیز خواهان لغو شکنجه و اعدام شدند. این اتحادیه ها عبارتند از:

اتحادیه کارگری همبستگی - Solidaires فرانسه
فدراسیون اتحادیه های کارگری - FSU فرانسه
کنفدراسیون دموکراتیک فرانسوی کار - CFDT فرانسه
کنفدراسیون عمومی کار - CGT فرانسه
اتحاد ملی اتحادیه های کارگری مستقل - UNSA فرانسه
سندیکای ژنو - CGAS سوئیس
سندیکای معلمان - SSP سوئیس
کنفدراسیون سراسری کار در ایتالیا CGIL
CGIL بولونگنا - ایتالیا
تشکل سندیکایی راین ماین در آلمان
سازمان سراسری کارگران سوئد LO شامل 14 اتحادیه کارگری
پلاتفرم سندیکاها کارگری سوئد - ایران
اتحادیه کارگران بخش خدمات دولتی و بازرگانی - PCS انگلستان
اتحادیه کارگری FOA سومین اتحادیه بزرگ با 32 لوکال اتحادیه ای - دانمارک
اتحادیه مربیان اجتماعی - LFS دانمارک
اتحادیه معلمان شهر کپنهاک
اتحادیه پرستاران دانمارک
کنگره کار نیجریه
مرکز اتحاد کلیه اتحادیه های کارگری هندوستان AIUTUC
کانون اتحادیه های کارگری هندوستان CITU
هماهنگی دموکراتیک معلمان و آموزش یاران سنگال CDEFS

در ابتدا سندیکاها فرانسه و سوئیس از تجمع حمایت کردند و به تدریج اتحادیه های دیگر به آنها پیوستند در روز تجمع نیز اتحادیه های کارگری از نیجریه، سنگال و هندوستان با شرکت در تجمع از این اقدام پشتیبانی کردند. بولتن 6 صفحه ای که توسط دو نفر از فعالین در بدو ورود نمایندگان کارگری به کنفرانس پخش شده بود، مورد توجه این نمایندگان کارگری قرار گرفته بود و از این رو با حضور در تجمع همبستگی خود را با مطالبات آن اعلام کردند .

چهار تشکل مستقل کارگری از ایران، شامل سندیکای کارگران نیشکر هفت تپه، گروه اتحاد بازنشستگان، کمیته هماهنگی برای کمک به ایجاد تشکل های کارگری و کارگران بازنشسته

کمیته سراسری برگزاری تجمع اعتراضی 7 ژوئن در ژنو 2024

خوزستان، دو نامه سرگشاده در حمایت از تجمع اعتراضی در ژنو منتشر کردند. همچنین دو عضو سرشناس سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبسرانی تهران رضا شهابی و داوود رضوی نامه ای از زندان اوین در حمایت از تجمع اعتراضی صادر کردند. علی نجاتی، فعال کارگری بازنشسته پیام صوتی خود را از ایران ارسال کرد. پیام علی نجاتی از بلندگو پخش شد و بخش هایی از نامه رضا شهابی و داوود رضوی در تجمع به زبان های انگلیسی و فارسی خوانده شد. در این تجمع 3 ساعته، برخی از کارگران و معلمان ایرانی که اخیراً ایران را ترک کرده اند، پیام هایی ارسال کرده بودند و یا با حضور در تجمع سخنرانی کردند که خلاصه آن به زبان انگلیسی ترجمه شد.

تجمع با یک دقیقه سکوت به یاد و خاطره مبارزان اعدام شده توسط رژیم اسلامی در 45 سال اخیر آغاز گردید و سپس سرود انترناسیونال از بلندگوها پخش شد. دو مجری برنامه، همراه با خوش آمد گویی بطور کوتاه دلایل و اهداف تجمع را بر شمرند و برنامه مراسم را به فارسی و انگلیسی اعلام کردند. تجمع با پخش سخنرانی صوتی اسکندر (سوران) لطفی معلم و از اعضای سابق "شورای هماهنگی تشکل های صنفی فرهنگیان ایران" که امکان سفر به ژنو را نداشت، ادامه یافت. بخش های مهم سخنرانی ایشان به انگلیسی ترجمه شد. سپس شعبان محمدی یکی دیگر از فعالین عرصه معلمی و عضو سابق "شورای هماهنگی" به ایراد سخنرانی پرداخت. هر دو سخنران، تجربه روزانه نقض حقوق اولیه کارگران و معلمان در ایران و بهای سنگینی که با اخراج، زندان، شکنجه، تبعید و در برخی موارد با اعدام توسط رژیم اسلامی می پردازند را بازگویی کردند. از وضعیت اسفبار کارگران در کردستان و بلوچستان سخن گفته شد، جایی که تعداد قابل توجهی از کولبران و سوخت بران در شرایط طاقت فرسا، دردناک و پر مخاطره مرتباً توسط نیروهای مرزبانی رژیم اسلامی هدف گلوله قرار می گیرند و کشته می شوند؛ تنها به این دلیل که برای کسب درآمد ناچیز، تلاش می کنند. همچنین به این واقعیت تاسف برانگیز اشاره شد که حدود 3 میلیون کودک در ایران بطور تمام وقت، در ساعات طولانی و در شرایط غیرانسانی، کار و زندگی می کنند و برای عده ای از آنان، خیابان تنها سر پناه است.

سپس نمایندگان سندیکاها فرانسه و سوئیس سخنرانی کردند و در ادامه، دو نماینده از اتحادیه های کارگری سوئد سخنرانی کردند و بعد از آن پیام صوتی نماینده یکی از اتحادیه های کارگری دانمارک پخش شد. بعد از آن برخی از نمایندگان اتحادیه های کارگری نیجریه، سنگال و هند که به تجمع پیوسته بودند بطور کوتاه سخنرانی کردند. خلاصه ی سخنرانی ها که به زبان فرانسه و انگلیسی ایراد شده بود، به فارسی ترجمه شد.

پس از استراحت کوتاه، برنامه با سخنرانی تعدادی از شرکت کنندگان در تجمع ادامه یافت. همه کسانی که داوطلب شده بودند، فرصت یافتند که نظرات خود را با جمع در میان بگذارند. همچنین در طول تجمع، بندهای قطعنامه تجمع که توسط کمیته برگزار کننده تهیه شده بود، به زبان انگلیسی و فارسی قرائت شد. در بخش پایانی قطعنامه از همه سندیکاها و اتحادیه ها و فعالین کارگری که از تجمع حمایت و یا در آن شرکت کرده بودند و همچنین از همه کسانی که در برگزاری تجمع سهیم بودند، قدردانی شد.

تجربه سازماندهی این تجمع اعتراضی توسط فعالان کارگری از اقصی نقاط اروپا بار دیگر نشان داد که فعالان کارگری می توانند به دور از فرقه گرایی و فرای فعالیت های حزبی، گرد هم آیند و با تمرکز بر اقدام جمعی، نقش تعیین کننده ای در جلب حمایت اتحادیه های کارگری در سطح جهانی ایفا کنند.

کمیته سراسری برگزاری تجمع اعتراضی 7 ژوئن در ژنو 2024

لازم به گفتن است که برگزاری تجمع توسط فعالین کارگری ایرانی در مقابل سازمان جهانی کار، تنها تجمع اعتراضی است که همزمان با کنفرانس سالانه این سازمان - با حضور نمایندگان از حدود 180 کشور جهان- بر پا می شود. این امر یک بار دیگر جایگاه جنبش کارگری ایران را برجسته می کند؛ جنبشی که تلاش دارد تا تأثیر ملی و جهانی داشته باشد و همبستگی بین المللی با سایر جنبش های کارگری در جهان را ترویج و تقویت کند.

کمیته برگزار کننده از وجود نقاط قوت و ضعف در سازماندهی این تجمع اعتراضی آگاه است و در نظر دارد در آینده نزدیک از طریق برگزاری جلسه در کلاب هاوس فرصت ارزیابی صادقانه و شفاف از این تجمع را فراهم کند. کمیته تلاش خواهد کرد که با ایجاد فضایی گرم برای گفت و گوی مؤثر با مخاطبان وسیع که مایلند در جنبش کارگری ایران نقش فعال تری داشته باشند، شرایط مناسب برای اقدامات جمعی تأثیر گذارتر در همبستگی با مبارزات کارگری ایران فراهم نماید. تاریخ برگزاری این جلسه به زودی اعلام خواهد شد.

به یاد داشته باشیم که همبستگی و اقدام مشترک با طبقه کارگر در گرو سازماندهی و اتحاد و ایجاد شبکه های مؤثر میان فعالین کارگری است.

کمیته سراسری برگزاری تجمع اعتراضی 7 ژوئن در ژنو 2024
13ژوئن 2024

genvilogenv@gmail.com

کمیته سراسری برگزاری تجمع اعتراضی 7 ژوئن در ژنو 2024